



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

***portant mise en demeure de la société SAS Vignobles de la Métairie
pour l'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)
qu'elle exploite sur la commune de Allas-Champagne***

Le Préfet de la Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n°2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 modifié (version consolidée du 4 mai 2018) fixant des prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n°4755 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°15-2935 du 20 octobre 2015 pour l'exploitation d'une installation de distillation d'alcools d'origine agricole, eaux de vie et liqueurs sur la commune d'ALLAS CHAMPAGNE ;

Vu la déclaration de changement exploitant - Preuve de 2019/0046 ;

Vu le rapport de l'inspection du 21 septembre 2018, transmis à l'exploitant le 16 novembre 2018 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 13 novembre 2025, transmis à l'exploitant par courrier du 7 janvier 2026, et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au courrier, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et reçus par l'exploitant le 16 janvier 2026 ;

Vu la réponse de l'exploitant par courrier électronique du 2 février 2026 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le chai 1 n'est toujours pas équipé de trappe de désenfumage le jour de la visite ;
- le chai 1 contenait 1 720 hL, soit 170 m³, représentant 80 % de sa capacité ;
- il n'existe pas de système de rétention au niveau des chais 1 et 2 ;

- les chais 1 et 2 stockaient 3 270 hL d'alcool, soit 327 m³ ;

Considérant que la prescription relative à l'évacuation des fumées du point 2.4 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé n'est pas respectée ;

Considérant que la prescription relative à la rétention du point 2.8.1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé n'est pas respectée ;

Considérant que conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 modifié, les installations de stockage d'alcool doivent être équipées de dispositifs de désenfumage permettant une évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie ;

Considérant que l'absence de trappe de désenfumage dans le chai 1 constitue un manquement aux prescriptions relatives à la prévention des risques d'incendie et d'explosion ;

Considérant que le volume d'alcool stocké dans le chai 1 lors de la visite excède le seuil maximal admissible en l'absence de dispositif de désenfumage conforme ;

Considérant que l'absence de système de rétention au droit des chais 1 et 2 ne permet pas de prévenir la pollution des sols ou des eaux en cas de fuite ou de rupture de contenant ;

Considérant que le cumul des volumes d'alcool stockés dans les chais 1 et 2 augmente le risque d'écoulement accidentel en l'absence de rétention adaptée ;

Considérant que l'exploitant n'a pas apporté la preuve de la mise en conformité de ses installations malgré les engagements pris lors de précédents échanges ;

Considérant que la situation nécessite la mise en œuvre de mesures correctives afin de prévenir tout risque d'incendie ou de pollution accidentelle ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS Vignobles de la Métairie de respecter les dispositions des points 2.4 et 2.8.1 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime,

ARRÊTE

Article 1 – La société SAS Vignobles de la Métairie, dont le siège social est situé à Guimps (16300), 80-99 allée du cœur de chauffe, exploitant une installation de distillation d'alcools d'origine agricole, eau-de-vie et liqueurs sur la commune de Allas-Champagne (17500), 2 route de Chez Gendre, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008 modifié susvisé, soit :

- point 2.4 de l'annexe I - désenfumage : par l'installation dans le chai 1 en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie ou par la suppression des quantités d'alcool stockées dans le chai 1 afin de supprimer le risque ;
- point 2.8.1 de l'annexe I – rétention : par la mise en place d'un système de rétention correctement dimensionné au niveau des chais 1 et 2 ou par le retrait des quantités stockées dans les chais 1 et 2 afin de supprimer le risque ;

Les délais pour satisfaire à la mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 1 mois, l'exploitant fera connaître l'option retenue pour satisfaire à la mise en demeure ;

- dans le cas où il opte pour l'installation dans le chai 1 en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie, celle-ci devra être installée dans un délai de 6 mois ;
- dans le cas où il opte pour la réalisation d'un système de rétention au niveau des chais 1 et 2, celui-ci devra être opérationnel dans un délai de 6 mois ;
- dans le cas où il opte pour le transfert des quantités stockées vers un autre site, ce transfert devra être effectif dans un délai de 6 mois ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 - Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société SAS Vignobles de la Métairie.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Sous-Préfète de Jonzac, le maire de la commune de Allas-Champagne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le 5 FEV. 2026

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,

Emmanuel CAYRON

